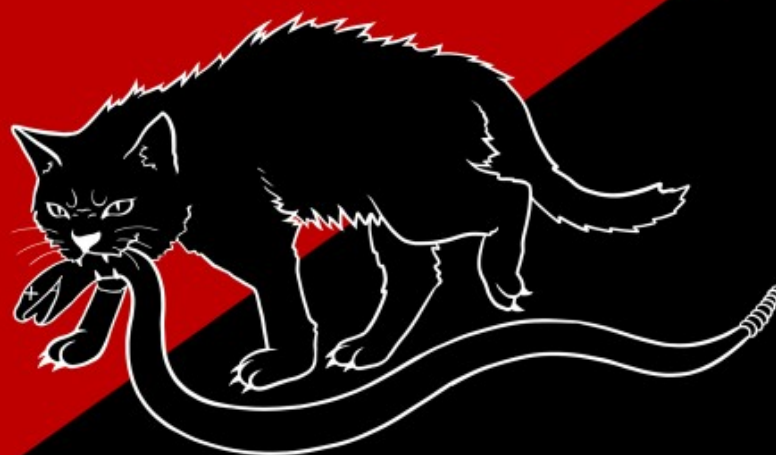


Libertariens / Propriétaires



© BORJOIS

Editeur : Le Café Anarchiste

Lien: <https://le-cafe-anarchiste.info>, email: contact@le-cafe-anarchiste.info

adhérent au réseau anarchomachie : <https://anarchomachie.org>

3 textes :

- * Libertariens : propriétariens Étatistes et capitalistes**
- * Les propriétariens (libertariens selon les bourgeois) défendent une société autoritaire !**
- * Le libertarien / propriétarien et des médias aux ordres**

Libertariens : propriétariens Étatistes et capitalistes

Une théorie, localisée essentiellement aux États-Unis ou dans des pays anglo-saxons, avec des termes tels que « Libertariens » (venant de libertaire) ou « anarcho » associés au terme « capitaliste », se diffuse à travers Internet. Une telle expropriation des termes anarchistes / libertaires par des hiérarchistes peut surprendre, au vu des incompatibilités évidentes entre ces termes, mais du fait de la récurrence de ces expressions sur le net un article succinct résumant ces « théories » semble nécessaire, pour clarifier ce qu'est cette manipulation.

L'association de termes contraires, tels « anarcho » avec « capitaliste » en un oxymore, est un art de la confusion que les étato-capitalistes aiment pratiquer afin de faire prendre des vessies pour des lanternes et vendre ainsi leurs vieilles camelotes sous un nouvel emballage doré. Cela s'est déjà vu avec les capitulo-étatistes bolcheviques qui se prétendaient communistes tout en instaurant un capitalisme d'État, aidés en cela idéologiquement et en pratique par les diverses bourgeoisies, afin d'écraser l'auto-émancipation en acte du mouvement ouvrier.

Pour clarifier le propos on n'utilisera pas l'oxymore des étato-capitalistes, ce qui serait donner de la valeur à la novlangue de ces marchands de misère. On pourrait les nommer « capitalistes d'État privé » ou « ultralibéraux », mais pour simplifier on les nommera « propriétariens », cela pour reprendre la désignation qu'utilisent avec justesse les anarchistes états-uniens pour qualifier cette nouvelle escroquerie Etato-capitaliste.

Hormis la volonté expansionniste et vorace inhérente à l'étato-capitalisme (comme à son opposé : le capitulo-étatisme) dans toutes ses dimensions, les raisons pour laquelle des étato-capitalistes propriétariens usurpent des termes venant des anarchistes sont diverses.

Historiquement, il s'agit d'une des conséquences de la guerre froide, de la politique anticommuniste états-unienne (avec sa chasse aux sorcières organisée par les maccartystes), ce qui a amené les « socialistes » états-uniens à se dénommer « libéraux » (en référence au libéralisme politique ou aux démocrates libéraux), et par effet et en parallèle, les « libéraux » (en référence au libéralisme économique ou des ultralibéraux) ont dû trouver une autre désignation à leurs mouvements pour ne pas être confondus avec les « socialistes ».

Idéologiquement, en partant de l'économie autrichienne et d'une définition très particulière et erronée de l'anti-étatisme, des libéraux [1] en sont arrivés petit à petit à s'autodésigner comme « anarchistes » (en interprétant largement les idées « anarchistes individualistes » dont ils se seraient inspirées) et cela malgré une contradiction évidente : défendre le capitalisme, implique un étatisme minimal ou maximal, une hiérarchie sociale, une société divisée en classes ainsi que le salariat, toutes conceptions totalement étrangères à l'anarchisme. Comme nous le verrons, leur anti-étatisme est étroit et faux, ce sont en fait des étatistes (des étato-capitalistes !) qui s'ignorent sciemment.

Comme bon nombre de théories totalitaires et manichéennes, ils divisent le monde en deux camps, le capitalisme et l'étatisme. Ils considèrent qu'il faut choisir son « camp », qu'on ne peut pas lutter contre le capitalisme et l'étatisme en même temps. Il s'agit là d'un discours hypocrite, en miroir de celui des sociaux-démocrates bolcheviques (puisque ces derniers ne refusaient pas le capitalisme d'État ; tout comme les propriétariens ne refusent pas l'étatisme

privé, les uns et les autres partageant donc la même contradiction totalitaire avec des points de départ opposés). Dans les faits, le capitalisme et l'étatisme sont indissociables, l'un existe par l'autre et réciproquement. Tout le reste n'est qu'une question d'équilibre politico-idéologique : la lutte se situe alors entre les étato-capitalistes (pour lesquels l'économie dirige le politique) et les capitalo-étatistes (qui veulent, à l'inverse, que le politique dirige l'économie). Pour masquer leur escroquerie qui résulte de l'incohérence entre la fin et les moyens, les propriétariens utilisent des mots trompeurs, comme le firent en leur temps les bolcheviques. Ce sont des manœuvres idéologiques dont l'idée est de créer l'illusion du nouveau ou du renouveau.

En pratique, les propriétariens déclarent qu'ils peuvent agir dans leur propriété privée (leur « patrie ») comme si c'était un État [2] et inversement. Pour eux, le propriétaire, seul maître, a un droit absolu sur sa propriété et sur ses sujets (locataires, salariés, esclaves, citoyens). Il peut défendre sa propriété selon ses propres critères de « justice » et ses intérêts. Pour une organisation plus vaste, les propriétariens proposent des agences de protection, avec police privée, cours de justice privées, armées privées, et cela selon des codes de lois généraux propriétariens [3]. La liberté pour eux c'est la propriété et le fait de pouvoir choisir son maître, son esclave, son gouvernant, sa nation, sa police, sa justice...

Vis-à-vis de l'État actuel, une grande partie des propriétariens a choisi de passer par l'intermédiaire de divers partis (« Libertarian party », « UKIP », ... en France ils firent un essai électoral avec « Alternative Libérale » - AL + [puis actuellement avec « générationlibre » soutenant +/- selon les moments NKM, Fillon ou Macron]) qui participent aux élections représentatives afin de justifier ce système. Aux États-Unis, un de leurs représentants, Ron Paul, variant entre « Libertarian party » et « Republican party », s'est illustré à de nombreuses reprises pour ses accointances (financements ou conférences) avec des groupes d'extrême droite (JBS - John Birch Society -, les sudistes de la « Ligue du Sud », des suprémacistes blancs, les intégristes de Fatima...), pour des propos racistes récurrents, notamment ces lettres des années 90 sur les Noirs (qui à Washington DC, selon lui, seraient essentiellement des criminels ou des semi-criminels), mais aussi par des prises de position contre l'abolition des lois ségrégationnistes des États du sud. D'autres auteurs propriétariens ont défendu des positions autrement autoritaires, tel que Hans Hermann Hoppe [4] déclarant clairement son homophobie, prônant la censure voire l'élimination physique de ses opposants, défendant la monarchie, pour ne pas dire la « dictature privée », qui selon lui est bien plus efficace qu'une démocratie, car seul le monarque saura défendre ses frontières nationales comme si c'était sa propriété privée. Il faut ajouter que d'autres positions dans le cadre du marché « libre », autres que le salariat, sont avancées par des propriétariens [5], telles que valoriser la prostitution (dans la vision globale d'une société de marchandisation), vendre/acheter des organes, vendre/acheter des enfants, mettre des enfants au travail salarié ou en esclavage... pour eux la morale se situe dans la propriété privée ou dans la hiérarchie et non dans les rapports sociaux égaux.

On peut donc comprendre la raison pour laquelle les références idéologiques et économiques des propriétariens sont Hayek, Friedman, Ludwig Von Mises, ... auteurs ayant défendu ou travaillé pour des dictatures [6]...

Cette théorie totalitaire consistant à défendre le capitalisme à tout prix amène ses défenseurs à utiliser logiquement les moyens étatiques actuels qu'ils prétendent rejeter.

Dans d'autres cas, ils défendent l'application des fonctions de l'État régalien au sein de leur propriété privée (individuellement ou par l'intermédiaire d'agences privées).

Changer le mot « Etat » par « agence » ne change rien au fond des pratiques étatistes des propriétaires quels qu'ils soient. Tout comme l'utilisation qu'ils font des termes « anarcho » au détriment de leur propre crédibilité ne change en rien l'escroquerie de leurs théories.

PM

[1] Malgré leur rejet initial de ce terme (jugé trop « socialiste »), notamment par Rothbard qui préférait le néologisme « nonarchiste » (c'est-à-dire « ni anarchiste, ni archiste ») tout en se prononçant pour une hiérarchie volontaire.

[2] « En outre, la politique d'immigration antidiscriminatoire des États-Unis et d'autres pays occidentaux au cours des dernières décennies a fait en sorte que des gens qui sont étrangers ou même hostiles aux valeurs occidentales ont pu facilement s'établir dans ces pays et les infiltrer. » « Que doit-on espérer et prôner comme politique d'immigration correcte (...) ? La meilleure que l'on puisse espérer (...) : c'est que les dirigeants démocratiques se conduisent « comme si » ils étaient personnellement propriétaires du pays, comme s'ils avaient à décider qui admettre et qui exclure dans leur propre propriété privée. Cela signifie pratiquer une politique de discrimination extrême » Democracy : The God That Failed, 2001, Hans Hermann Hoppe.

[3] cf. Rothbard, « Ethique de la liberté » sur l'universalité des droits naturels propriétaires.

[4] « Il ne peut y avoir de tolérance vis-à-vis des démocrates et des communistes dans un ordre social libertarien. Ils devront être séparés et expulsés physiquement de la société. De même, dans un engagement fondé dans l'optique de protéger la famille et les proches, il ne peut y avoir de tolérance vis-à-vis de ceux qui défendent habituellement des modes de vie incompatibles avec cet objectif. Ceux-là – les défenseurs de styles de vie différents, non-centrés sur la famille et les proches, tels que l'hédonisme individuel, le parasitisme, la vénération de la nature et de l'environnement, l'homosexualité ou le communisme –devront être éliminés physiquement de la société également, si l'on souhaite maintenir un ordre libertarien. » Democracy : The God That Failed, 2001, Hans Hermann Hoppe.

[5] Walter Block dans « Libertarianism vs Objectivism ; A Response to Peter Schwartz »

[6] « On ne peut nier que le [fascisme et les mouvements similaires](#) cherchant à mettre en place des dictatures sont remplis des meilleures intentions et que leur intervention a, pour l'instant, sauvé la civilisation européenne. Le mérite qui en revient au fascisme demeurera éternellement dans l'histoire. » Ludwig Von Mises « libéralisme » (1927) ; Friedrich Von Hayek – au sujet du Chili de Pinochet, dans le journal « El Mercurio » dit préférer une « [dictature libérale](#) à une absence de libéralisme dans un gouvernement démocratique ».] telles que le Chili de Pinochet, l'Autriche de Dollfuss, le Portugal de Salazar, l'Italie fasciste de Mussolini. D'autres « expériences » plus récentes comme Taïwan, Hong Kong, Singapour sont souvent citées comme références : Hans-Hermann Hoppe : « Nous devons promouvoir la conception d'un monde composé de dizaines de milliers de districts, régions et cantons distincts, et de centaines de milliers de cités libres indépendantes telles que les curiosités contemporaines que sont Monaco, Andorre, Saint-Marin, le Liechtenstein, Hong Kong et Singapour. » « Le monde serait alors composé de petits États économiquement intégrés grâce au libre-échange et au partage d'une monnaie-marchandise comme l'or. ».

Les proprietairens (libertairens selon les bourgeois) défendent une société autoritaire !

Ça faisait un moment que les bourgeois, dont les proprietairens, essayaient de mettre en œuvre leur société autoritaire ultra-libérale. Ils ont été grandement aidés depuis des décades par leurs amis patrons et par toutes sortes de partisans du fascisme. Ceux-ci ont été séduits par une théorie aussi aboutie alliant le conservatisme économique, darwinisme social et position politique dictatoriale. Privatisation par certains des États et des mini États, sous la coupe de monarchies ou de dictatures. Une sorte de retour aux sources de la bourgeoisie.

Les bourgeois libéraux ont tenté de s'approprier des idées liées à la liberté. Sinon comment feraient-ils pour faire croire que leur vieille théorie « libérale » moisie peut faire autrement que dans le passé ? Comme par exemple, le terme « libéral », puis après la seconde guerre mondiale avec les termes « libertarian », « libertaire » ou « libertario », ou même le terme « anarcho ». Tant qu'ils y sont pourquoi ne pas tout détourner de leur sens premier afin d'arriver à leurs fins ?! Mais la réalité est une claque pour ces idiots utiles du capitalisme (raison pour laquelle ils n'aiment pas trop le « fact-checking » et aiment l'accusation de « fake-news » ?). On peut remarquer qu'en vrai, ils sont très très proches des pratiques des dictatures ou des sociétés autoritaires.

On avait déjà vu les capacités de leurs penseurs libéraux vedettes à s'associer avec des dictatures. Voire même à défendre et soutenir des sociétés fascistes. Ce qui n'a pas été en leur faveur dans le passé, mais cette défaveur va, semble-t-il, revenir à toute vitesse. De nos jours, on peut voir qu'un proprietaire Milei (partisan des anciennes dictatures) ou un proprietaire Elon Musk (faisant deux « salut fasciste » ?! entre « flag code » et « salut bellamy ») s'associe avec des fachos de divers pays (en pesant de tout son poids financier).

Alors oui, ça va friser quelques poils de ces trous du culs de libéraux idéalistes qui voulaient masquer leur fondement idéologique autoritaire. Mais désormais les libéraux proprietairens, dits libertairens, peuvent être définis de partisans autoritaires, de fascistes ou de proto-fascistes. C'est un retour aux positions de leurs ancêtres partisans autoritaires du libéralisme économique.

Certains médias libéraux bourgeois (On peut penser à quasiment tous, puisque défenseurs de la propriété privative, mais on énoncera plus particulièrement C8, CNEWS, BFMTV, Quotidien...) font un travail de diffusion des idéologies des proprietairens (gaspard koenig ou onfray en tête sur divers médias). Ils les aident à mettre dans la tête des lecteurs ou visionneurs ces termes confus et biaisés. Il faut dire que pour un proprietaire (défenseur de la propriété privative), énoncer le terme « égalité » (sans plus de contexte) signifie être communiste (version bolchévique & co). C'est dire les positions faussées et sectaires de ces gens-là.

Pour eux, liberté et propriété sont consubstantiels. Quand ils parlent de liberté, ils parlent de propriété privative. Il suffit de voir la plupart des constitutions qui définissent la propriété comme sacré. Par exemple en France, du fait de son histoire révolutionnaire, ils ont dû mettre sur les frontons « liberté, égalité, fraternité ». Mais dans le fond si ils avaient pu assumer, ils auraient mis « liberté, propriété, sécurité », comme dans leur constitution.

Les médias, assumant cela, se mettent maintenant à propager les communications de ces propriétaires. Une partie de ces médias s'offusquent (mais pas trop quand même) de l'extrême-droitisme des propriétaires. Ces médias idiots (comme leurs amis politiciens) continueront leur collaboration dans la diffusion de l'imaginaire libéral propriétaire et autoritaire. Ça ne les empêchera pas (même par les libéraux de gauche, PS, LFI, Écolos & co...) de faire le nécessaire pour saper toute pensée et pratique égalitaire et révolutionnaire anarchiste.

Alors débranchons les (à gauche ou à droite) avant que leur dictature de moins en moins voilée ne nous fasse taire. Ou/et qu'ils nous imposent d'aller faire leur guerre pour la propriété privative nationale !

PM

Le libertarien / propriétaire et des médias aux ordres

Il y a des acteurs politiques ou journalistes qui utilisent des mots sans considération pour leur signification. En ce moment, les médias sont obnubilés par un politicien argentin [propriétaire antisystème](#) qui se présente aux élections avec des termes « anarco » ou « libertario ». Si les médias savaient faire leur travail de journalistes, ils sauraient que le terme libertario, dans ce cas, signifie « libertarien » (lorsqu'il s'agit de libéraux de la droite extrême) et non libertaire. Ne pas faire ce travail d'analyse basique c'est travailler pour la confusion organisé par la classe des riches. On sait que la propriété c'est le vol. Pour ceux-là, la pratique de la propriété, donc du vol, est une habitude et une norme. Pour eux un mot est une marchandise, donc ça se vole, ça se manipule. Le terme propriétaire (plutôt que libertarien) leur conviendrait pourtant bien mieux, on les définit ainsi dans cet article.

On ne ressassera pas le fait que les propriétaires ne sont juste que des extrémistes libéraux, pour qui le fascisme est une solution lorsqu'il faut protéger « leurs richesses » volées. L'usage de termes « libertaire » ou « anarcho », par certains (des propriétaires qui tentent de se déguiser), est une stratégie pour leurs commerciaux libéraux pour mettre un joli emballage doré sur une vieille idée moisie libérale. Celle-ci s'est compromise tant de fois dans le passé et toujours actuellement avec des racistes, des fascistes, des nationalistes, des dictatures, des raclures capitalistes. Ça leur permet aussi d'éliminer leurs ennemis que nous sommes, en les couvrant de leur merde.

Se désigner avec le terme anarcho par une personne d'un parti gouvernemental discrédite celle-ci de fait. Que ce terme soit utilisé est considéré comme une erreur pour beaucoup de libéraux. D'ailleurs, Rothbard considérait que « *nonarchiste* » était une désignation préférable à celle de « *anarchiste* ». C'est certes préférable et logique. Mais on sait que l'utilisation de « nouveaux » termes est commercialement plus vendeur pour eux que le vieillot libéralisme économique. Libéralisme économique dont on a vu la catastrophique mise en pratique dans l'histoire. Notamment les répressions sur le monde du travail quasi égales aux répressions des pays totalitaires. Certains journalistes utilisent également le terme libertarisme, hors pour définir les propriétaires, c'est le terme libertarianisme qui est d'usage.

Le politicien libertarien propriétaire Milei dit qu'« *Entre la mafia et l'État, [il] préfère la mafia* ». Sauf que l'un et l'autre sont l'expression d'un choix entre deux pouvoirs tyrannique. A la différence, un anarchiste refuse les archies et ne choisit pas entre la peste et le choléra, il la combat par des moyens adaptés à l'objectif voulu. Ne dit-on pas que la mafia est l'État dans l'État ? Milei préfère la version avec une main invisible, avec des impôts qu'il peut définir, au bon vouloir tyrannique du propriétaire armé et menaçant, contre ceux qui n'ont pas de propriété à défendre (les prolétaires), donc il défend le principe de l'État, car il défend le principe du capital. Toujours les mêmes postures de politiciens, entre la peste et le choléra ils choisissent le capitalisme et l'État de toutes manières !

Pas besoin d'en dire plus, d'autres articles ont déjà exposés l'escroquerie « libertarienne ». Mais les médias sont aux ordres du capital et de l'État, et de ses cultures. Donc après diverses manières de nous salir régulièrement, de nombreux médias continuent aujourd'hui en déversant leurs merdes politicienne sur nous. Mais heureusement on a un paramerde, ce qui tombe sur nous, les éclabousse en retour. Ces médias, sont des collaborateurs du confusionnisme idéologique.

PM

« une aile du Reaganisme s'est évidemment appropriée, avec une sélectivité suspecte, les thèmes libertariens tels que la déréglementation et le volontarisme. Des ideologues se sont indignés que Reagan ait travestis leurs principes. Merde alors ! Je note que c'est leurs principes, et pas les miens, qu'ils ont trouvé appropriés de travestir. » **Bob Black**

« Bien sûr, il serait grossier de souligner que le nom usuel d'un système politique dans lequel le propriétaire d'un territoire en est également le souverain est, en fait, la monarchie. Ce qui suggère que si l'"anarcho"-capitalisme peut être appelé "anarcho-étatisme" un bien meilleur terme pourrait être "anarcho-monarchisme". En fait, certains "anarcho"-capitalistes ont rendu explicite cette évidente implication de l'argument de Rothbard. Hans-Hermann Hoppe en est un. [...] Il fait valoir que le monarque est le propriétaire privé du gouvernement - toutes les terres et d'autres ressources sont détenues par lui [...] les pouvoirs autocratiques du patron sont étendus à tous les aspects de la société - tous sous le masque de la liberté prôné. Malheureusement, la préservation des droits de propriété détruit la liberté pour beaucoup (Hoppe stipule clairement que pour les "anarcho"-capitalistes, le "résultat naturel des transactions volontaires entre les différents propriétaires de droits de propriété privée est décidément non égalitaire, hiérarchique et élitiste.") [...] il est difficile de ne pas conclure que l'"anarcho"-capitalisme n'est guère plus qu'un jeu avec les mots. Ce n'est pas de l'anarchisme, mais un substitut intelligemment conçu et rédigé pour les élitistes, un conservatisme autocratique.» **FAQ anarchiste Section F**

« le "libertarianisme" n'a pas d'objection à la tyrannie tant que c'est une tyrannie privée. [...] L'anarcho-capitalisme, à mon avis, est un système doctrinal qui, si jamais il était mis en application, mènerait aux formes de tyrannies et d'oppression qui ont peu de contre-parties dans l'histoire humaine. Il n'y a pas la plus légère possibilité que ces (de mon point de vue, affreuse) idées soient mises en application, parce qu'elles détruiraient rapidement n'importe quelle société qui aurait fait cette erreur colossale. L'idée du "'contrat libre" entre le potentat et son sujet affamé est une difficile plaisanterie, peut-être utile pour quelques moments dans une conférence d'universitaires explorant les conséquences (de mon point de vue, absurdes) de ces idées, mais nulle part ailleurs. » **Chomsky**

[Les "anarcho"-capitalistes ont] « simplement remplacés l'État, par des entreprises privées de sécurité, et cela peut être difficilement décrit comme anarchiste, comme le terme est généralement compris. » **Brian Morris**